

commerciale et agricole ralentit généralement pendant l'hiver. Le calendrier que se fixent les Communes est rempli sans être surchargé. Les séances débutent à 15 h, pour se poursuivre jusqu'en fin d'après-midi. À l'occasion, les députés se réunissent après le repas du soir. Un débat houleux repousse parfois l'ajournement jusqu'en fin de soirée et même, mais rarement, jusqu'au petit matin. Comme rétribution, les députés reçoivent une indemnité de session de 600 \$, en plus d'une indemnité de déplacement. Les ministres, pour leur part, touchent 5 000 \$ par an; ils sont mieux payés surtout parce qu'on considère qu'ils se consacrent à la politique à plein temps.

Les Communes de 1871 comptent toujours 181 députés, comme en 1867, mais en raison des élections partielles pour cause de décès ou de démission, ce ne sont plus tout à fait les mêmes. Pour ces hommes, la politique partisane n'en est qu'à ses balbutiements. Les élections de 1867 ont donné à John A. Macdonald une majorité suffisante de 108 députés qui se considèrent vaguement comme membres du parti libéral-conservateur ou du « parti du gouvernement ». Cette appellation vise à préserver la coalition de circonstance qu'ont formée avant la Confédération les conservateurs de l'Ontario, les bleus du Québec et les réformistes de l'Ontario pour mener à bien l'union du Canada central. L'appartenance partisane est floue dans les Maritimes, où les députés se disent soit « ministériels », c'est-à-dire disposés à appuyer le gouvernement Macdonald, ou « anti-Confédération », c'est-à-dire portés à résister aux attraits de la Confédération. Le Manitoba, nouvellement créé, est acquis au gouvernement à cause de la politique ferroviaire de celui-ci.

Un Cabinet de 14 membres dirigé par le premier ministre Macdonald, qui est aussi ministre de la Justice et procureur général, formule la politique gouvernementale. Sur les bancs de l'opposition, il y a peu de cohésion. Les réformistes ou libéraux de l'Ontario, qui se sont détachés de la coalition de 1867, siègent sous la direction tacite de libéraux ontariens comme Alexander Mackenzie et Edward Blake. Sous la conduite d'Antoine-Aimé Dorion, les rouges ou libéraux du Québec, chauds partisans de la séparation de l'Église et de l'État, s'allient à des fins tactiques aux libéraux ontariens, mais n'ont guère en commun avec eux qu'un dédain pour le gouvernement. Dans tous les dossiers, surtout s'ils ont une forte saveur locale, les députés peuvent abandonner la ligne de parti et voter par opportunisme. Ce sont ces « types chancelants », ces « poissons en liberté » ou ces « partisans de la Providence » qui rendent la vie politique du premier Parlement du Canada volatile et imprévisible. Par exemple, aux élections de 1867, la Nouvelle-Écosse envoie 18 « anti-confédérés » à Ottawa. Au fil du temps, Macdonald les amène, surtout leur chef Joseph Howe, à sympathiser avec la cause du gouvernement, sans pour autant pouvoir toujours compter sur leur appui.

Dans une culture politique encore marquée par le scrutin public, un puissant régionalisme persistant et une loyauté des plus ténues au fait fédéral, il tient du miracle que le Canada puisse alors fonctionner le moins comme une entité politique. Les principes cèdent souvent le pas à l'opportunisme. Dans bien des dossiers, il arrive maintes fois que ce qui tient le pays ensemble, c'est la distribution de largesses politiques et les compétences interpersonnelles hors pair de John A. Macdonald et de ses principaux lieutenants, notamment George-Étienne Cartier au Québec¹⁷. La Chambre se réunit donc à Ottawa au milieu de l'hiver de 1871. Dans son discours du Trône, le gouverneur général lord Lisgar révèle ce qui doit être le grand thème de la session : renforcer et élargir le Dominion. En 1870, le jeune pays reçoit de rudes coups. La première entrave à la Confédération vient de l'Ouest, où la rébellion lancée par Louis Riel pendant l'hiver de 1869-1870 anéantit l'espoir qu'à Ottawa d'étendre sans heurt le pouvoir

17. Voir Escott M. Reid, « The Rise of National Parties in Canada », dans Hugh G. Thorburn (dir.), *Party Politics in Canada*, Scarborough, Prentice-Hall, 1967, p. 15 à 22, et Jeffery Simpson, *Spoils of Power: The Politics of Patronage*, Don Mills, Collins, 1988.